

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 AOÛT 1905.

**Proposition d'enquête parlementaire sur le système défensif d'Anvers
et sur l'extension de ses installations maritimes.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Il n'entre dans l'esprit de personne de mettre en doute la souveraine importance du projet de loi relatif aux installations maritimes et au système défensif d'Anvers. Le chiffre élevé des dépenses qu'il prévoit suffirait à lui seul pour justifier cette assertion. Mais ce point de vue même, bien qu'il ne soit nullement négligeable, peut paraître secondaire, si on le met en parallèle avec la grandeur du but à atteindre, avec la nécessité de le réaliser, et surtout, avec les conséquences presque infinies qu'entraînera fatalement toute mesure, soit heureuse, soit maladroite. Bon ou mauvais, le système adopté fixera pour une période fort longue, et peut-être à jamais, l'avenir maritime de notre grand port : et qui ne sait que la prospérité de la Belgique entière dépend essentiellement de ce point vital, que les mille ramifications de notre activité économique viennent s'y rattacher comme en un centre, qui commande et régularise le fonctionnement harmonieux des parties ? Il en est de même en matière militaire. Ce n'est pas la ville d'Anvers seule et ses richesses, qu'il s'agit de défendre et de protéger, c'est toute la Belgique qui se défend et se protège à Anvers et grâce à Anvers.

Il en résulte impérieusement que toute transformation apportée à cet organe fondamental ne peut être réalisée qu'à coup sûr. Le doute, dans la limite des connaissances humaines, n'est point permis en matière aussi grave, et la nécessité qui s'impose d'améliorer et d'agrandir les installations, ne fait qu'accentuer la nécessité d'effectuer des améliorations certaines et un agrandissement efficace.

Or, sur ce point précis, l'opinion du public et celle de la Chambre s'est

divisée d'une manière fort significative. Telle partie du projet a rencontré l'approbation de tous; d'autres n'ont entraîné qu'une adhésion beaucoup moins unanime; elles ont réveillé des controverses anciennes, ou suscité des arrière-pensées chez ceux-là mêmes qui sont partisans résolus des transformations d'Anvers. C'est ainsi que la création d'un canal-bassin avec darses a paru à tous une conception heureuse, dont rien ne devait arrêter la réalisation immédiate.

La rectification de l'Escaut, connue sous le nom de Grande Coupure, ainsi que la partie militaire du projet ont, au contraire, soulevé des objections et éveillé des craintes dont l'écho se retrouve partout. On ne saurait perdre de vue que des ingénieurs belges et étrangers, d'une compétence indiscutable ont émis des appréciations fort divergentes sur la réussite de ce travail. Et les avis défavorables ne portaient pas seulement sur le moment critique de l'ouverture du lit nouveau, mais sur le régime de ce lit, une fois le moment critique passé. Sans doute, dit M. Delbeke ⁽¹⁾, le Gouvernement s'appuie « sur l'avis unanime et répété de ses administrations compétentes », mais la Chambre ignore et la teneur de ces avis, et les motifs des délibérations qui les ont dictés. Ni l'Exposé des motifs, ni le rapport de la Section centrale, ni la discussion entamée à la Chambre ne fournissent, à cet égard, aucun éclaircissement. L'honorable Rapporteur veut bien renvoyer les membres à la littérature qui existe sur la question. Mais ce sont précisément ces écrits que l'on désirerait voir apprécier contradictoirement, et ce sont leurs auteurs mêmes que l'on voudrait entendre.

La situation de la rive gauche commande évidemment des mesures particulières. Il semble que l'occasion de relier le pays de Waes à la ville d'Anvers s'offre d'elle-même à propos des travaux projetés, et l'on ne voit point quelles difficultés pourraient faire obstacle aux vœux des populations de la Flandre. Des déconvenues répétées imposent, cette fois, une solution définitive et irrévocable sur ce point.

La partie militaire du projet commande des réserves analogues. Ici encore le Gouvernement invoque les résolutions de la Sous-Commission militaire de 1901, ainsi que l'approbation du Comité supérieur des forteresses. De cette approbation, la Chambre ne connaît que l'existence, mais non les termes ou la portée exacte. Et l'on ne saurait, d'autre part, se défendre d'hésitations sérieuses en présence de la variété et même de la variabilité des solutions proposées au problème de la défense d'Anvers. A côté du projet primitif du général Brialmont, pour ne point parler de son projet posthume, de celui du général Liénart, de celui de la Sous-Commission militaire, peu différent du précédent, on propose un système qui n'est identique à aucun des projets antérieurs, et, au cours de la discussion, on y introduit des modifications marquées. Termonde cesse d'être une annexe d'Anvers, il ne forme plus système avec cette ville, comme dans l'Exposé des motifs; nombre de forts changent de place. La nature, l'objet, le but de l'enceinte de sûreté n'apparaissent point avec l'évidence que commandent l'importance et le coût des travaux qu'elle nécessite.

(1) Rapport, p. 7.

Enfin les conséquences que peut avoir pour notre établissement militaire la transformation du système défensif d'Anvers préoccupent les esprits. Ni les documents soumis à la Chambre, ni la discussion qui s'est produite dans son enceinte, n'ont apporté, sur ce point, aux membres de la Législature, les éléments d'une conclusion raisonnée.

En présence de ces difficultés, dont personne ne méconnaîtra la gravité, une solution s'indiquait au premier abord, et l'on s'étonnera peut-être que les signataires de la proposition ne l'aient pas choisie: c'est le renvoi du projet à une commission composée de membres de cette Chambre, par exemple à la Section centrale complétée par l'adjonction de membres nouveaux. Mais il a fallu reconnaître que cette solution ne pouvait conduire à un résultat pratique. Cette commission nouvelle, composée uniquement de membres de cette Chambre, délibérant entre eux, n'eût probablement pas mieux réussi que la Section centrale à faire la lumière sur les points restés obscurs et à éclaircir les doutes, que seuls des avis motivés d'hommes compétents en ces matières peuvent écarter.

Ce que la Chambre désire, et ce qu'elle ne possède point jusqu'à présent, ce sont précisément ces témoignages, raisonnés, personnels et non collectifs, d'hommes spéciaux déposant sous leur responsabilité individuelle. Or cela, le droit d'enquête seul peut le lui procurer, puisque, seul, il lui donne le moyen de procéder à l'audition de témoins.

Il ne s'agit nullement de soumettre le projet de loi à l'approbation ou au blâme de personnalités choisies en dehors du Parlement et qui décideraient pour celui-ci et à sa place. L'enquête ne comporte rien de semblable; elle n'a pas pour objet la délibération, mais seulement l'examen et l'étude. Elle n'aboutit à aucun vote, ni même à aucune conclusion. Elle se borne à fournir à la Chambre les lumières dont elle croit avoir besoin pour voter et conclure elle-même.

Les signataires de la proposition souhaitent vivement que cet examen approfondi dissipe les doutes qui subsistent; ils sont persuadés qu'il contribuera d'une manière efficace à réaliser, grâce à l'entente de tous, des améliorations et des perfectionnements qui donneront à la ville d'Anvers, pour un long avenir, la première place parmi les ports du continent.

Il dépend du Gouvernement, s'il adhère à cette proposition, que le but de la Commission soit promptement réalisé.

L. DE LANTSHEERE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Une enquête parlementaire sera ouverte sur l'amélioration du régime de l'Escaut et sur les relations à établir entre la rive droite et la rive gauche du fleuve à Anvers, ainsi que sur le déclassement de l'enceinte actuelle et la transformation du système défensif de cette place.

ART. 2.

Il sera nommé par la Chambre, au scrutin secret, une Commission de vingt-et-un membres pour procéder à cette enquête.

ART. 3.

Cette Commission pourra faire entendre comme témoins les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire ainsi que toute personne qu'elle désignera.

Elle ne jouira pas des autres pouvoirs attribués par la loi aux juges d'instruction.

Elle s'adjoindra un ou plusieurs secrétaires pris en dehors de son sein.

ART. 4.

En cas de décès, refus ou démission d'un membre de la Commission, il sera immédiatement pourvu à son remplacement par le Bureau de la Chambre.

Il en sera de même si un membre de la Commission cessait de faire partie de la Chambre.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Een parlementair onderzoek zal worden gedaan betreffende het verbeteren van de gesteldheid der Schelde en de te maken verbinding tusschen den rechter- en den linkeroever van den stroom te Antwerpen, alsmede betreffende het buiten gebruik stellen van de thans bestaande omheining en het veranderen van het verdedigingsstelsel dezer plaats.

ART. 2.

Door de Kamer zal, bij geheime stemming, worden benoemd eene Commissie van een en twintig leden, ten einde tot dat onderzoek over te gaan.

ART. 3.

Deze Commissie mag als getuigen doen hooren de ambtenaren van de burgerlijke en militaire macht alsmede elken door haar aan te wijzen persoon.

De andere bevoegdheden, door de wet aan de rechters van instructie toegekend, worden haar niet verleend.

Zij voegt zich één of verscheiden secretarissen toe, buiten hare leden gekozen.

ART. 4.

Ingeval van overlijden, weigering of ontslag van een lid der Commissie, wordt onmiddellijk tot zijne vervanging overgegaan door het Bureau der Kamer.

. Dat geschiedt eveneens, wanneer een lid der Commissie ophoudt deel uit te maken van de Kamer.

LÉON DE LANTSHEERE.

MAURICE PIRMEZ.

ALB. LEFEBVRE.

J. VAN NAEMEN.

A. RAEMDONCK.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 AUGUSTUS 1905.

Voorstel tot parlementair onderzoek betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding van dezès haveninrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Niemand kan twijfelen aan het overgroot belang van het ontwerp van wet betreffende de haveninrichtingen en het verdedigingsstelsel van Antwerpen. Het hooge cijfer der daarvoor voorziene uitgaven zou reeds volstaan om deze bewering te staven. Doch alhoewel niet te verwaarloozen, is dat een punt van ondergeschikt belang, ten aanzien van het te bereiken grootsche doel, de noodzakelijkheid om het te verwezenlijken, en vooral de schier oneindige gevolgen die alle hetzij goede of onbehendige maatregel noodlottig met zich brengt. Goed of slecht, zal het aangenomen stelsel voor zeer langen tijd, wellicht voor altijd, beslissen over de toekomst onzer groote zeehaven : en wie weet niet dat de voorspoed van gansch België in hoofdzaak afhangt van dit levenspunt, dat de duizenden vertakkingen onzer bedrijvigheid op handels- en nijverheidsgebied daaraan zijn verbonden als aan een middenpunt, dat de samenpassende werking der deelen bestuurt en regelt? In krijgsvaken hetzelfde. 't Geldt niet enkel de verdediging en bescherming van de stad Antwerpen alleen en van hare schatten; gansch België verdedigt en beschermt zich te Antwerpen en dank zij Antwerpen.

Daaruit het gevolg, dat alle verandering, aan dat hoofdorgaan toegebracht, slechts met zekerheid mag verwezenlijkt worden. Twijfel, binnen de grens der menschelijke kennis, is niet geoorloofd in zoo ernstig eene zaak, en uit de dringende noodzakelijkheid tot verbetering en uitbreiding der inrichtingen blijkt te sterker de noodzakelijkheid om verzekerde verbeteringen en eene degelijke uitbreiding tot stand te brengen.

Welnu, aangaande dit duidelijk punt is de openbare meening en die der

Kamer op hoogst beduidende wijze verdeeld geraakt. Een deel van het ontwerp werd door iedereen goedgekeurd; andere vonden veel minder eenparige toetreding; daardoor werden oude twistvragen opnieuw opgeworpen of achterdocht verwekt zelfs bij hen die bepaald voorstander zijn van de veranderingen van Antwerpen. Zoo scheen het maken van een kanaal-dok met havenkommen iedereen eene gelukkige opvatting, welker onmiddellijke verwezenlijking door niets moest worden vertraagd.

Daarentegen werden bezwaren ingebracht tegen en werd vrees uitgedrukt over de rechtmaking der Schelde, gekend onder den naam van Groote Doorsnede, alsmede ten opzichte van het militair gedeelte des ontwerps, en die vrees wordt overal herhaald. Men kan niet uit het oog verliezen, dat onbetwistbaar bevoegde Belgische en vreemde ingenieurs gansch uiteenlopende meeningen over den goeden uitslag van dat werk uitbrachten. En de ongunstige meeningen zouden niet enkel gelden het netelig oogenblik der opening van de nieuwe bedding, maar ook de gesteldheid van die bedding, nadat het netelig oogenblik voorbij is. Wel zegt de heer Delbeke ⁽¹⁾, dat de Regeering steunt « op het eenparig en herhaald advies harer bevoegde besturen », doch de Kamer weet niets van den inhoud van dat advies noch van de beweegredenen der beraadslagingen waardoor het werd ingegeven. In dit opzicht is geene inlichting te vinden in de Memorie van toelichting en evenmin in het verslag der Middenafdeeling en in de ter Kamer aangevangen beraadslaging. De achtbare Verslaggever verwijst de leden naar hetgene over die zaak is geschreven, doch juist dit geschrevene zou men willen doorgronden en de schrijvers zelven hooren

Voor den linkeroever moeten er noodwendig bijzondere maatregelen worden genomen. Het zou schijnen dat de gelegenheid om het Land van Waas te verbinden met de stad Antwerpen vanzelf ontstaat, naar aanleiding van de ontworpen werken, en men weet niet wat zich zou kunnen verzetten tegen het verwezenlijken van de wenschen van Vlaanderen's bevolking. Herhaalde teleurstelling vergt ditmaal eene onherroepelijke eindoplossing van dat punt.

Over het militair gedeelte van het ontwerp zijn er voorbehoudingen van denzelfden aard te maken. Hier nogmaals beroept de Regeering zich op de beslissingen der Militaire Ondercommissie van 1904, alsmede op de goedkeuring van het hooger Comité voor de vestingen. De Kamer weet wel dat deze goedkeuring bestaat, doch hare bewoordingen en nauwkeurige strekking kent zij niet. Anderzijds kan zij zich niet ontmaken van eene ernstige aarzeling, gezien de verscheidenheid en verschillendheid der oplossingen, voor het vraagstuk van Antwerpen's verdediging voorgesteld. Naast het oorspronkelijk ontwerp van generaal Brialmont, om niet te gewagen van het door hem nagelaten ontwerp, naast dat van generaal Liénart, dat der Militaire Ondercommissie, weinig verschillend van het voorgaande, wordt een stelsel voorgesteld dat aan geen der vroegere ontwerpen gelijk, en tijdens de beraadslagingen werden er gewichtige wijzigingen aan toegebracht. Dendermonde blijft niet langer een aanhangsel van Antwerpen, het maakt

(1) Verslag, blz. 8.

met deze laatste stad geen eenig stelsel meer uit, zooals in de Memorie van toelichting, en talrijke forten worden verplaatst. De aard, het voorwerp, het doel der veiligheidsomheining blijken niet zoo helder als wordt vereischt door het gewicht en de kosten der benoodigde werken.

Eindelijk, de gevolgen die voor onze krijgsinrichting kunnen ontstaan uit de vervorming van Antwerpen's verdedigingsstelsel verontrusten de gemoederen. In dat opzicht vloeien, voor de leden der Wetgeving, geen gegevens tot beredeneerde gevolgtrekking uit de aan de Kamer overgemaakte stukken en evenmin uit de aldaar gevoerde beraadslaging.

Gezien die bezwaren, welker ernstigheid niemand betwisten zal, lag eene oplossing voor de hand, en wellicht zal het verwondering baren, dat de onderteekenaars van dit voorstel ze niet verkozen, en wel het ontwerp verwijzen naar eene commissie, bestaande uit leden dezer Kamer, bij voorbeeld de Middenafdeeling, met toevoeging van nieuwe leden. Doch men moest bekennen dat deze oplossing geen practischen uitslag kon opleveren. Deze nieuwe commissie, enkel samengesteld uit leden dezer Kamer, die onder elkander beraadslagen, hadde waarschijnlijk niet beter dan de Middenafdeeling de duister gebleven punten kunnen ophelderen en den twijfel wegnemen, wat enkel kan geschieden door met redenen omkleed advies van in deze zaken bevoegde mannen.

Wat de Kamer verlangt en tot hiertoe niet bezit, zijn juist die beredeneerde, persoonlijke, niet gezamenlijke getuigenissen van vakmannen, sprekende onder hunne persoonlijke verantwoordelijkheid. Dat kan alleen het recht tot onderzoek haar bezorgen, vermits dat alleen haar het middel verschaft om getuigen te hooren.

Het is er geenszins om te doen het wetsontwerp te onderwerpen aan de goed- of afkeuring van buiten de Kamer verkozen personen, die voor haar en in hare plaats zouden beslissen. Niets dergelijks wordt met het onderzoek bedoeld; het strekt niet tot beraadslagen, maar enkel tot onderzoeken en bestudeeren. Het leidt tot geene stemming hoegenaamd. Het levert eenvoudig aan de Kamer de inlichtingen die zij denkt noodig te hebben om zelve te stemmen en te beslissen.

De onderteekenaars van het voorstel verlangen vurig, dat dit grondig onderzoek allen bestaanden twijfel zou wegnemen; zij zijn overtuigd dat zij doelmatig zullen bijdragen om, dank zij aller verstandhouding, verbeteringen te verwezenlijken die de stad Antwerpen voor langen tijd de eerste plaats onder de havens van het vasteland zullen verschaffen.

Zoo de Regeering dit voorstel aanneemt, hangt het van haar af het door de Commissie beoogde doel spoedig te verwezenlijken.

L. DE LANTSHEERE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Une enquête parlementaire sera ouverte sur l'amélioration du régime de l'Escaut et sur les relations à établir entre la rive droite et la rive gauche du fleuve à Anvers, ainsi que sur le déclassement de l'enceinte actuelle et la transformation du système défensif de cette place.

ART. 2.

Il sera nommé par la Chambre, au scrutin secret, une Commission de vingt-et-un membres pour procéder à cette enquête.

ART. 3.

Cette Commission pourra faire entendre comme témoins les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire ainsi que toute personne qu'elle désignera.

Elle ne jouira pas des autres pouvoirs attribués par la loi aux juges d'instruction.

Elle s'adjoindra un ou plusieurs secrétaires pris en dehors de son sein.

ART. 4.

En cas de décès, refus ou démission d'un membre de la Commission, il sera immédiatement pourvu à son remplacement par le Bureau de la Chambre.

Il en sera de même si un membre de la Commission cessait de faire partie de la Chambre.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Een parlementair onderzoek zal worden gedaan betreffende het verbeteren van de gesteldheid der Schelde en de te maken verbinding tusschen den rechter- en den linkeroever van den stroom te Antwerpen, alsmede betreffende het buiten gebruik stellen van de thans bestaande omheining en het veranderen van het verdedigingsstelsel dezer plaats.

ART. 2.

Door de Kamer zal, bij geheime stemming, worden benoemd eene Commissie van een en twintig leden, ten einde tot dat onderzoek over te gaan.

ART. 3.

Deze Commissie mag als getuigen doen hooren de ambtenaren van de burgerlijke en militaire macht alsmede elken door haar aan te wijzen persoon.

De andere bevoegdheden, door de wet aan de rechters van instructie toegekend, worden haar niet verleend.

Zij voegt zich één of verscheiden secretarissen toe, buiten hare leden gekozen.

ART. 4.

Ingeval van overlijden, weigering of ontslag van een lid der Commissie, wordt onmiddellijk tot zijne vervanging overgegaan door het Bureau der Kamer.

Dat geschiedt eveneens, wanneer een lid der Commissie ophoudt deel uit te maken van de Kamer.

LÉON DE LANTSHEERE.

MAURICE PIRMEZ.

ALB. LEFEBVRE.

J. VAN NAESEN.

A. RAEMDONCK.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSGHEM.